

La xénophobie d'Etat tue : mobilisation nationale le samedi 5 avril 2008

L'acharnement gouvernemental à l'encontre des étrangers n'a cessé de s'accroître ces dernières années. Les lois se multiplient et chacune d'entre elles lamine encore plus le droit des étrangers. Celles-ci vont toujours dans le même sens : restreindre au maximum le regroupement familial et le droit d'asile ; limiter l'immigration à des quotas de travailleurs en fonction des besoins du marché du travail ; jeter ceux-ci dès lors qu'ils ne sont plus nécessaires.

A l'évidence, la multiplication de ces lois vise avant tout à flatter les réflexes racistes et xénophobes d'une partie de la population et à exacerber la division des salariés. Les étrangers sont stigmatisés et utilisés comme des boucs émissaires afin de détourner l'opinion des véritables problèmes actuels : emploi, précarité, pouvoir d'achat, protection sociale...

Cette politique indigne s'est intensifiée depuis l'élection à la présidence de la République de N. Sarkozy et la création d'un « ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire ». Cette création marque un retour au goût du jour d'une idéologie qui s'inscrit de plain-pied dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité à l'encontre des étrangers en période de crise. Ce « super-ministère de l'Intérieur » - dont l'activité principale consiste à traquer, mettre en rétention et expulser les femmes, hommes et enfants sans-papiers - n'a de cesse de rappeler à l'ordre préfets, policiers et gendarmes pour qu'ils atteignent les objectifs chiffrés en matière d'expulsions. Contrôles au faciès, convocations piège en préfectures, rafles, non respect des voies et délais de recours, marquage de sans-papiers au feutre indélébile dans le Nord, mise en place de camps d'enfermement aux frontières de l'Europe... Chaque jour la descente dans l'ignominie s'accélère. Cet acharnement répressif brise et tue des êtres humains qui pour échapper aux expulsions prennent des risques parfois mortels.

Dans le même temps, le gouvernement s'efforce d'entretenir un climat de suspicion et de peur à l'égard des étrangers et de leurs soutiens : criminalisation de la solidarité, multiplication des poursuites judiciaires, utilisation des services publics, services sociaux et des inspecteurs du travail comme auxiliaires de police... Cette politique répressive touche non seulement les sans-papiers mais aussi les étrangers ayant un titre de séjour et les Français « issus de l'immigration » qui se voient régulièrement humiliés. Au final, l'ensemble de la population est directement touchée par un arsenal sécuritaire qui, ajouté aux autres mesures de même type qui se multiplient dans d'autres domaines, transforment peu à peu notre société en Etat policier.

L'Union syndicale Solidaires dénonce cette dérive vers une xénophobie d'Etat qui tue les droits de toutes et tous et exige la mise en œuvre d'une autre politique qui soit fondée sur des valeurs démocratiques et solidaires. Elle appelle à un sursaut citoyen et à une mobilisation massive lors des manifestations qui seront organisées le samedi 5 avril dans plusieurs villes de France - et en particulier à la manifestation nationale qui partira à 14H30 de la Place d'Italie à Paris - dans le cadre de la journée nationale d'action initiée par le collectif « Uni(e)s contre une immigration jetable - UCIJ », le « Réseau Education sans frontières - RESF » et des Collectifs de sans-papiers.

Paris , le 31 mars 2008

144 Bd de la Villette 75 019 Paris	Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
---	--	--